

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 janvier 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 25

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Réalisation de chantiers école
sur la pierre sèche - Convention de
groupement de commandes avec la CAPG
et le PNR Préalpes d'Azur -
Renouvellement

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.025

Date de la convocation :
Le 23/01/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 6 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 6 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 29 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER

Monsieur RIBERO,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur sont trois territoires qui s'impliquent dans la protection de leur environnement.

Dans le cadre de sa compétence « Protection et valorisation des espaces naturels et agricoles d'intérêt communautaire », la CASA s'est engagée depuis 2013, pour la préservation des ouvrages en pierre sèche, localement appelées « restanques ».

En 2014, un partenariat entre la CASA, la CAPG et le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur a permis la réalisation d'une deuxième version du « guide des bonnes pratiques pour la préservation des paysages de restanques », initialement réalisé par le Pôle Azur Provence.

En prolongement de cette démarche, des chantiers écoles à destination du grand public, des professionnels et des agents communaux ont été proposés afin de leur permettre de s'initier aux techniques de restauration. Ce dispositif a rencontré un franc succès auprès de la population sur l'ensemble des trois territoires.

Aussi, afin d'assurer une continuité des actions et de renouveler le champ d'actions dans ce domaine, il est proposé de réitérer un groupement de commandes, composé de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, de la Communauté d'agglomération Pays de Grasse et du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur pour la réalisation de chantiers écoles ou de démonstration de restauration et de création de murs en pierre sèche.

Il appartient au Bureau communautaire de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes, détaillées dans la convention annexée à la présente délibération.

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur est désigné coordonnateur du groupement de commandes. Il est à noter que chaque membre du groupement émettra ses propres bons de commandes, organisera les chantiers sur son territoire et réglera directement les factures au prestataire retenu.

Cette convention prendra effet dès sa signature et est conclue pour une durée de trois ans.

La réalisation des prestations pour les 3 territoires est estimée à 60 000 € HT.

La dépense estimée pour la CASA est de 30 000 € HT.

Il est donc proposé au Bureau communautaire :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes, dont le projet est annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge du patrimoine à signer la présente convention, les pièces du marché et tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- de prendre acte que le projet sera cofinancé par les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis et Pays de Grasse et le Syndicat Mixte des Préalpes d'Azur, par facturation directe, étant entendu que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018 et le seront au budget 2019 et 2020 ;
- d'imputer pour la CASA la dépense correspondante sur la section fonctionnement du budget du service environnement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes, dont le projet est annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge du patrimoine à signer la présente convention, les pièces du marché et tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- de prendre acte que le projet sera cofinancé par les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis et Pays de Grasse et le Syndicat Mixte des Préalpes d'Azur, par facturation directe, étant entendu que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018 et le seront au budget 2019 et 2020 ;
- d'imputer pour la CASA la dépense correspondante sur la section fonctionnement du budget du service environnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 janvier 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

REALISATION DE CHANTIERS ECOLES OU DE DEMONSTRATION SUR LES TECHNIQUES DE CONSTRUCTION EN PIERRE SECHE

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES 2018-2021

- Vu la délibération N° du syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur du
- Vu la délibération N° de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis du
- Vu la délibération N° de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse du

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché de prestations de services exécuté en coordination pour chacun des membres, conformément à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La prestation de services consistera en la réalisation, sur les territoires de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, et du syndicat mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur, de chantiers écoles ou de démonstration de restauration ou de création de murs ou d'ouvrages en pierres sèche.

ARTICLE 2 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les membres du groupement de commandes sont :

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur PNR, représenté par Monsieur le Président du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur dont le siège est domicilié 1 Avenue François de Goby, 06460 SAINT VALLIER DE THIEY,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, ci-après désignée CAPG, représentée par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Séward, BP 91015, 06131 GRASSE cedex,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ci-après désignée CASA, représentée par Monsieur le Vice-Président en charge du patrimoine de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis dont le siège social est situé à la Mairie d'Antibes, BP 2205, 06606 ANTIBES

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

ARTICLE 3 : DUREE

Le groupement de commandes prend effet à compter de la signature de la présente convention par les personnes dûment habilitées à cet effet pour une durée de 3 ans. Elle est susceptible d'être expressément renouvelée.

ARTICLE 4 : DESIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Article 4.1 : désignation du coordonnateur du groupement

D'un commun accord, le syndicat mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur (PNR) est désigné coordonnateur du groupement de commandes.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Aucune participation des membres du groupement aux frais de publicité et gestion du coordonnateur n'est demandée.

Article 4.2 : missions du coordonnateur du groupement

En application de l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur est chargé, dans le respect des règles prévues par l'ordonnance, de :

Au plan de la préparation du marché :

- Assistance au recensement des besoins exprimés par chaque membre du groupement,
- Elaboration du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins déterminés par chacun des membres du groupement,

Au plan de la passation du marché :

- Organiser et gérer les opérations liées à la procédure de consultation (publication, réception, analyse des offres en concertation avec les autres membres du groupement, choix du/des titulaire via la commission d'examen et d'attribution des offres),
- Réalisation des opérations de publicité (BOAMP),
- Information des candidats durant la période de publicité,
- Secrétariat de la commission d'appels d'offres,
- Information des candidats retenus et évincés,
- Rédaction du rapport d'analyse des offres en collaboration avec les autres membres du groupement,
- Signature et notification du marché,

ARTICLE 5 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'Appel d'Offres désignée est celle du coordonnateur.

ARTICLE 6 : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI

Pour son bon fonctionnement, le groupement crée un **comité technique** ad hoc.

Article 6.1 : Composition et modalités de fonctionnement

Le comité technique de coordination et de suivi est composé des référents techniques en charge de la thématique pierre sèche au sein de chacune des structures du groupement.

Les représentants de chaque membre du groupement peuvent désigner un suppléant pour l'exercice temporaire ou permanent de leurs fonctions.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation du marché public ;
- la procédure d'exécution du marché public.

Article 6.2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces du marché public, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat;
- d'intervenir si besoin tout au long de l'exécution de la prestation.

D'autres éléments ou phases du projet peuvent être portés à la connaissance et examinées par le comité technique.

Le comité technique se réserve le droit de consulter tout autre acteur public local, non membre du groupement.

ARTICLE 7 : TYPE DE MARCHE ET PROCEDURE

La procédure à mettre en œuvre le sera conformément aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 8 : MODALITES DE REPARTITION FINANCIERE

La répartition du financement entre les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et le syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur s'établit de la façon suivante : émission des bons de commande, vérification de la bonne exécution des prestations et paiement direct par chaque membre pour les chantiers mis en œuvre sur son territoire.

ARTICLE 9 : PAIEMENT DU MARCHÉ

Les frais de publication du marché seront à la charge du coordonnateur du groupement.

Chaque membre s'engage à émettre ses propres bons de commande et payer directement le titulaire dans les conditions prévues par le marché.

Les modalités d'émission des pièces de dépense par le titulaire du marché, seront définies dans les pièces contractuelles du marché.

ARTICLE 10: AVENANT

Article 10.1 : Avenant à la convention

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

Article 10.2 : Modification du marché

Les modifications du marché, avec incidence financière, seront préalablement soumises à l'approbation du comité technique et signé par le coordonnateur.

ARTICLE 11 : LITIGES

Article 11.1 : Litige résultant du marché

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal administratif de Nice.

En contentieux précontractuel ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, chaque partie supportant le tiers des frais.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

Article 11.2 : Litige résultant de la présente convention

Tout litige né de la formation, de l'interprétation, de l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant les juridictions administratives compétentes.

ARTICLE 12 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque membre peut résilier la convention à tout moment, en ayant averti trois mois auparavant, par lettre recommandée, les autres membres du groupement de sa volonté et motivé son choix auprès d’eux.

Cette convention comporte 5 pages.

Fait à Sophia Antipolis, le
(en 3 originaux)

**Monsieur le Vice-Président de la
Communauté d’Agglomération
Sophia Antipolis en charge du
patrimoine**

**Monsieur le Président de la
Communauté d’Agglomération
du Pays de Grasse**

(Signature + cachet)

(Signature + cachet)

**Monsieur le Président
du Syndicat mixte du Parc Naturel
Régional des Préalpes d’Azur**

(Signature + cachet)

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/01/2018
Numéro : BC_2018_025
Nature : DE - Deliberations
Objet : Réalisation de chantiers école sur la pierre sèche -
Convention de groupement de commandes avec la CAPG
et le PNR Préalpes d'Azur - Renouvellement
Matière : 1.1 - Marchés publics
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : VBmq6T5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180129-BC_2018_025-DE

Acte reçu

Date : 29/01/2018
Numéro interne : BC_2018_025
Code nature : 1
Code matière 1 : 1
Code matière 2 : 1
Objet : Réalisation de chantiers école sur la pierre sèche - Convention de groupement de commandes avec la
CAPG et le PNR Préalpes d'Azur - Renouvellement
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180129-BC_2018_025-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180129-BC_2018_025-DE-1-1_2.PDF

N